

buable canadien des millions de dollars lorsque le gouvernement libéral était au pouvoir. Les chiffres fournis récemment au sujet du *Bonaventure*, le projet d'hydrofoil etc, sont un excellent exemple. On se demande depuis quelque temps déjà pourquoi le gouvernement ne parvient pas à équilibrer son budget malgré que le ministre des Finances nous ait dit à maintes reprises que telle était son intention. C'est parce que le gouvernement dépense trop; c'est parce que l'on ne peut pas arrêter ces dépenses. Si je prends la parole c'est uniquement pour signaler quelques-uns de ces faits; mais je ne retiendrai pas plus longtemps le comité.

● (9.30 p.m.)

Je termine en exhortant le gouvernement à accomplir la tâche pour laquelle il a été élu, la tâche de gouverner efficacement notre pays. Je suis ravi de voir que le gouvernement reconnaît avoir commis la faute, en 1963, de séparer l'Industrie du Commerce. Il n'aurait jamais dû le faire, et cette faute a coûté fort cher en fait d'impôts dilapidés, de temps perdu et de travail inutile au monde des affaires du Canada. Que le gouvernement renonce à édifier des fiefs et à gaspiller l'argent des contribuables, comme il l'a fait dans ce cas-ci. Il devrait commencer à s'occuper des besoins du pays et à diriger son économie de façon sensée, pratique et sans gaspillages.

J'adresse mes souhaits de réussite au ministre. Il a le meilleur portefeuille de tous. Maintenant que le ministère est d'une pièce encore une fois, il pourra faire du bon travail pour le pays, comme il l'a fait dans le passé. Le ministère est devenu ce qu'il est, surtout grâce à feu C. D. Howe, un grand Canadien. Le ministère possède un personnel très compétent. Je suis ravi de voir l'industrie et le commerce de nouveau réunis. On n'aurait jamais dû les séparer. Que le nouveau ministère reparte à toute vapeur. Je crois que le ministre pourra faire une belle œuvre—tout au moins je l'espère. Mes meilleurs vœux sont pour lui, de même, j'en suis sûr, que ceux de toute la Chambre.

**M. Saltsman:** Monsieur le président, nous nous sommes réunis ce soir pour unir—ou plutôt, pour réconcilier—l'industrie et le commerce. Je me sens un peu comme un invité indésirable quand le ministre déclare «Quiconque a raison». J'ai raison. Je pense que c'est une erreur de vouloir mettre ensemble l'industrie et le commerce. Bien que le nou-

veau ministre agisse comme le père de la mariée, je voudrais lui signaler certaines choses.

Pour commencer, j'exprime au ministre mes souhaits les plus sincères pour que certaines des craintes que j'ai au sujet de cette nouvelle union ne soient pas confirmées. Cependant cette nouvelle mesure pose de réels problèmes. Afin de mieux les comprendre, remontons à 1963 et essayons de comprendre pourquoi le gouvernement a créé un nouveau ministère de l'Industrie.

Il est facile de critiquer la formation d'un nouveau ministère en disant qu'il a été créé à l'intention des gens envers lesquels on se sent quelques obligations d'ordre politique. Cependant, il y a eu des raisons plus sérieuses à la création de ce ministère. Le premier ministre d'alors l'a exprimé en ces mots:

... nous devons accepter le fait que l'industrie manufacturière, l'industrie secondaire, crée de larges possibilités de richesses et d'emploi.

Plus loin, en parlant du nouveau ministère, il a dit:

Aujourd'hui, notre objectif ne peut pas être simplement d'édifier une industrie, à peu près n'importe quelle industrie produisant n'importe quoi. Le Canada a besoin d'industries qui pourront prospérer dans le monde moderne, d'industries répondant aux nouvelles tendances qui se manifestent en matière d'échanges internationaux, et auxquelles nous devons nous adapter.

On reconnaissait alors que l'avenir du Canada était subordonné au développement de son industrie secondaire. On était peut-être conscient du conflit existant entre l'industrie secondaire, l'industrie primaire et le ministère du Commerce. Le ministère du Commerce a toujours été indécis, disant effectivement: «Exportons des matières premières aussi vite que nous le pouvons.» Le simple fait que seulement 1.5 million de dollars aient été affectés par le ministère au service de l'industrie secondaire dénote le peu de cas que le ministère faisait de l'industrie de fabrication au Canada.

Il est très difficile de servir deux maîtres et, selon moi, les exportateurs de matières premières et les fabricants de produits finis ont des exigences et des points de vue assez différents lorsqu'il s'agit des mesures à prendre pour mettre leurs industries en valeur. Prenons, par exemple, notre régime fiscal. Il est évident qu'il a été établi pour servir les exportateurs de matières premières du pays. On a en grande partie ignoré l'industrie secondaire. Comme le signalait la Commission